

**BANQUE DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE**



Services Centraux

Direction Générale des Etudes, Finances et Relations Internationales

**TEST PREVISIONNEL DE CONJONCTURE DE LA CEMAC
AU DEUXIEME TRIMESTRE 2021**

Le test prévisionnel de conjoncture est un document trimestriel de nature prospective, basé sur les enquêtes réalisées auprès des chefs d'entreprises, responsables d'administrations et autres acteurs clés des différentes filières et secteurs d'activité de la CEMAC. Il présente les anticipations de ces acteurs sur l'évolution prévisible de l'activité économique sur le prochain trimestre ainsi que les principaux facteurs explicatifs. De ce fait, il fournit des informations précieuses pour ancrer les anticipations des tous les acteurs économiques, chacun dans son domaine d'activité.

La BEAC adresse ses remerciements aux chefs d'entreprises, responsables d'administrations et autres acteurs clés des différentes filières et secteurs d'activité de la CEMAC qui ont accepté de collaborer avec ses services répartis sur l'ensemble de la CEMAC et souhaite pouvoir toujours compter sur leur coopération pour les futures enquêtes.

Légende: Augmentation + ↗ Forte augmentation ++ ↑ Stabilité = → Baisse - ↘ Forte baisse -- ↓				
BRANCHES D'ACTIVITE	Opinions des Informateurs			Observations
	2e Trim. 2021 comparé aux :		Tendance par rapport au trimestre précédent	
	2 ^e Trim.2020	1 ^e Trim.2021		
<u>SYNTHESE</u>	++	=	→	<p>Les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par les services de la BEAC montrent que les chefs d'entreprise de la Sous-région anticipent une stagnation de l'activité économique au 2^e trimestre 2021, confirmant la fragilité de la reprise économique dans la CEMAC. L'activité devrait être sensiblement plus vigoureuse qu'au deuxième trimestre 2020. Néanmoins l'économie de la Sous-région peinerait toujours à retrouver une croissance soutenue à l'horizon du premier semestre 2021. La dégradation de la situation sanitaire au premier trimestre 2021, qui entraînerait un renforcement des mesures de restriction socioéconomiques serait le principal facteur explicatif de la morosité de l'activité attendue dans la Communauté au deuxième trimestre 2021.</p> <p>Le secteur primaire devrait connaître une dynamique contrastée avec une stabilité de l'activité pétrolière, de pêche et d'élevage et une progression favorable de l'agriculture, de la sylviculture et de l'activité gazière. Le secteur secondaire serait également stable, avec toutefois une amélioration sensible de l'activité des BTP. Enfin, dans le tertiaire, l'activité devrait demeurer atone, avec la branche du commerce manquant toujours de vigueur et celle du <i>transport aérien, hôtellerie et restauration</i> pâtissant des effets d'une deuxième vague de la COVID-19, plus virulente que la première.</p>

A	AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE, SYLVICULTURE ET EXPLOITATION FORESTIERE, PÊCHE ET AQUACULTURE			
A.1 Agriculture	+	+	↗	Perspectives en légère hausse, marquées par une bonne tenue des cultures vivrières et de certaines cultures de rente comme le coton, la banane et le caoutchouc.
A.1.1	Cultures vivrières	+	+	<p>↗</p> <p>Au deuxième trimestre 2021, l'abondance des produits vivriers à cycle court au Cameroun devrait soutenir la branche en lien avec l'arrivée des précipitations, bien que la situation sécuritaire et sanitaire dans certains pays de la Sous-région puisse tempérer cette dynamique.</p> <p>Cameroun : les cultures vivrières à cycle court seraient abondantes sur les marchés, en raison de l'arrivée des précipitations avant le début du 2ème trimestre 2021.</p> <p>République Centrafricaine : stabilité prévisible de la production au deuxième trimestre 2021, en lien avec la lente reprise des activités champêtres suite aux événements militaro-politiques survenus dans le pays entre décembre 2020 et février 2021.</p> <p>Guinée Equatoriale : les perspectives s'annoncent défavorables suite à la fin de la période de récolte des produits vivriers, en relation avec le démarrage de la saison pluvieuse dans l'Île de Bioko qui symbolise le lancement des plantations. Ces handicaps, accompagnés de la permanence et des nouvelles mesures restrictives pour lutter contre la COVID et l'instauration du couvre-feu risquent de compromettre profondément les activités agricoles.</p> <p>Tchad : selon le Ministère de l'agriculture, le premier trimestre 2021 coïncide avec les récoltes des cultures de déclin marquant la fin de la campagne agricole en cours. Le deuxième trimestre, par contre, marque le début des préparatifs de la campagne agricole 2021/2022. Les productions céréalières et les surfaces cultivées se stabiliseraient au cours de la période sous revue. La couverture phytosanitaire s'amoinerait et le stock des produits céréaliers diminuerait au cours du deuxième trimestre 2021. Les quantités stockées au cours des mois précédents, seraient moins importantes que celles de l'année antérieure, notamment à cause de la baisse des surfaces cultivées. Ces stocks se vendraient à des prix plus faibles qu'à l'accoutumée, à cause de la fermeture des frontières.</p>
A.1.2	Cacao	-	-	<p>↘</p> <p>Guinée Equatoriale : baisse des activités en liaison avec la finalisation de la campagne agricole en mars 2021. Le deuxième trimestre de chaque année étant un moment d'entretien des champs cacaoyers en attendant la promulgation du décret d'ouverture de la campagne suivante au mois d'août.</p>

A.1.3	Coton	+	+	↗	<p>En cette période de récolte, les opérateurs sont cependant globalement optimistes, du fait d'une productivité accrue des unités de production, malgré une situation sanitaire préoccupante et un redémarrage poussif de la demande.</p> <p>République Centrafricaine : les activités progresseraient au 2^{ème} trimestre 2021, du fait de la poursuite de la collecte de coton graine auprès des producteurs et le début des opérations d'égrenage par l'Office National du Coton (ONC) au niveau de l'usine de Bossangoa.</p> <p>Tchad : la Cotontchad maintiendrait ses effectifs jusqu'à la fin de la campagne cotonnière en cours. Les restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19 prolongeraient la chute des commandes de coton déjà constatée au cours du trimestre précédent. Ceci impacterait fortement les ventes de coton fibre qui s'amenuiseraient tandis que les stocks de fibres de coton quant à eux croitraient. Les graines de coton seraient évacuées vers l'huilerie de Moundou.</p> <p>Le prix de vente des intrants nécessaires à la fabrication du coton augmenterait, mais la subvention de l'Etat sur le coton graine et les engrais devrait toutefois soulager l'entreprise. Du matériel agricole (tracteurs et charrues notamment) serait commandé et cédé aux planteurs, selon des modalités précises. Ceci leur permettrait, à terme, d'accroître leur production.</p>
A.1.4	Café	-	+	↗	<p>L'activité devrait demeurer globalement morose, bien qu'en légère progression par rapport au trimestre précédent, en lien, entre autres, avec une normalisation de la situation sécuritaire en Centrafrique.</p> <p>Centrafrique : le deuxième trimestre 2021 correspond au troisième trimestre de la campagne caféière 2020-2021, période généralement très favorable aux activités de commercialisation. Les responsables de la filière tablent sur une augmentation du volume des exportations, en relation avec le retour progressif de la sécurité dans les zones de production et l'embauche du personnel temporaire par l'Office de Réglementation, du Contrôle et du Conditionnement des Produits Agricoles (ORCCPA).</p> <p>Guinée Equatoriale : les dernières informations obtenues sur les activités de la production du café datent de 2011. Depuis cette date, la production de café est en abandon. Malgré l'existence du plan de diversification économique, aucun projet du Gouvernement ne montre la moindre action susceptible de relancer la production de café.</p>

A.1.5	Huile de Palme	-	-	↘	le cycle de production du palmier et des troubles de jouissance des concessions en bail (menaces et intimidations des travailleurs par les riverains) pourraient plomber l'offre d'huile de palme brute au 2 ^{ème} trimestre 2021, en dépit de la fermeté de la demande intérieure.
A.1.6	Autres cultures d'exportation	+	+	↗	Cameroun : la production et les ventes de banane d'exportation s'inscriraient à la hausse au Cameroun, y compris dans le bassin de production du Sud-Ouest, où le principal producteur prévoit de réhabiliter 520 hectares de plantation en 2021. La production de caoutchouc naturel serait également en hausse, en relation avec la reprise de la demande internationale et la réhabilitation des plantations dans la région du Sud-Ouest.
A.2 Elevage		=	=	→	<p>Les perspectives sont relativement stables, avec une branche qui serait maintenue par la bonne tenue du cheptel tchadien, dont le dynamisme viendrait contrebalancer des perspectives moroses anticipées au Cameroun, en République Centrafricaine et en Guinée Equatoriale. Dans ces pays, la situation sécuritaire, la rareté de certains intrants et produits phytosanitaires et la dégradation des pâturages devraient entraver l'activité des éleveurs.</p> <p>Cameroun : les principaux problèmes que connaît la filière, notamment les conflits-pastoraux, le rétrécissement et la dégradation des pâturages, le coût élevé des produits vétérinaires, l'insuffisance de la production des poussins d'un jour dans la région de l'Ouest, l'impact négatif de la grippe aviaire sur l'activité et le coût élevé des intrants, continueraient de peser sur l'activité au 2ème trimestre 2021.</p> <p>République Centrafricaine : baisse d'activité dans le sous-secteur, en relation avec le déclenchement de la crise militaro-politique de décembre 2020, à l'origine de la détérioration des conditions sécuritaires le long des couloirs de transhumance. Les autres difficultés du sous-secteur demeurent : i) l'insuffisance des moyens roulants pour transporter des bovins sur Bangui ; ii) le regain des abattages clandestins ; et iii) l'insuffisance de services appropriés pour la conservation des productions.</p> <p>Guinée Equatoriale : stabilité persistante du fait de l'absence d'un projet du Gouvernement dans ce sous-secteur. Les petits éleveurs rencontrent d'énormes difficultés pour la poursuite de leurs activités, telles que l'absence des médicaments et aliments de bétail sur les marchés locaux.</p> <p>Tchad : l'exportation du bétail se stabiliserait au cours du 2^{ème} trimestre 2021, du fait des perturbations dues aux mesures prises contre la COVID-19, malgré la réouverture des voies terrestres. Cependant, l'indisponibilité de passeports propres au bétail, combinée avec la fermeture des frontières réduirait le</p>

				<p>montant des recettes d'exportation. Pour ce qui est des abattages contrôlés, leur tendance serait en hausse au deuxième trimestre 2021, sous réserve du bon fonctionnement des abattoirs, ce qui entrainerait l'accroissement de la production et de l'exportation des peaux. Enfin, les prix de vente du bétail, qui sont actuellement stables, connaîtraient une hausse avec la demande sur le marché, liée aux événements sociaux (ramadan, tabaski).</p>
A.3 Sylviculture et exploitation forestière	+	+	↗	<p>Les perspectives s'annoncent globalement favorables pour le deuxième trimestre 2021, avec un regain d'activité dans la zone industrielle de Nkok au Gabon, une meilleure fluidité du corridor Douala-Bangui et, dans une moindre mesure, un accroissement de la demande locale couplée à un assouplissement temporaire du cadre réglementaire des coupes de grumes en Guinée Equatoriale.</p> <p>Centrafrique : les responsables des entreprises forestières sont optimistes pour le deuxième trimestre et prévoient une hausse de la production et des ventes, en liaison avec le retour de la sécurité dans les zones de production et sur le corridor Bangui-Douala depuis le mois de février 2021.</p> <p>Congo : stabilité prévue en dépit des difficultés d'évacuation du bois et de l'application de la loi forestière relative à l'interdiction d'exportation des grumes. La forte pluviométrie constatée dans la partie nord du pays a entravé l'accès aux sites d'abattage et freine le plein essor de ce secteur.</p> <p>Gabon : la production du sous-secteur a été stable au premier trimestre. En revanche, pour le deuxième trimestre, les perspectives devraient être revues à la hausse en lien avec la fermeté de la demande des industries de NKOK et la météo propice à l'abattage des grumes.</p> <p>Guinée Equatoriale : augmentation attendue suite au redémarrage des activités d'exportation du bois en grume des sociétés forestières ne disposant pas des unités de transformation sur place, après une longue période d'interdiction (en date du 26 octobre 2020, le Gouvernement a promulgué le décret n°93/2020 portant autorisation pour circonstances spéciales l'exportation du bois en grume). De même, les dégâts occasionnés par les récentes explosions du Camp Militaire de Nkoatoma dans la ville de Bata auraient un effet positif sur l'offre locale de bois.</p>
A.4 Pêche et aquaculture	=	-	↘	<p>Les perspectives s'annoncent globalement défavorables, dans un contexte marqué par l'absence des investissements publics conséquents pour dynamiser la filière et par la raréfaction des ressources halieutiques au Congo</p> <p>Congo : baisse attendue des activités de la filière pêche, consécutivement à la diminution des ressources</p>

				<p>halieutiques en raison de la surexploitation des zones de pêche et de l'usage des techniques non conventionnelles par les armateurs étrangers.</p> <p>Gabon : la production de cette branche reste jusqu'à ce jour mal captée par l'administration en charge des pêches. Cependant, les récents partenariats conclus avec les bailleurs de fonds internationaux (Union Européenne et FAO) permettraient de doter la filière de moyens suffisant en vue de booster sa croissance.</p> <p>Guinée Equatoriale : dans cette branche, les investissements sur les gros projets se poursuivent, mais elle reste stable en attendant la finalisation de plusieurs de ces projets.</p>
B	ACTIVITÉS EXTRACTIVES			
B.1. Pétrole	+	=	→	<p>Les perspectives dans le secteur pétrolier s'annoncent stables, avec néanmoins un certain optimisme des opérateurs en ce qui concerne la dynamique des cours mondiaux du brut. Toutefois, l'activité s'annonce malgré tout morose en Guinée Equatoriale, qui fait face à une chute de la productivité de ses puits de pétrole.</p> <p>Congo : les opérateurs anticipent une stabilité des activités du secteur pétrolier au deuxième trimestre 2021. Cette projection s'expliquerait par la remontée progressive des cours du baril de l'or noir au niveau international, dans le sillage d'une offre contrainte par la limitation des quotas de production fixés par l'OPEP.</p> <p>Gabon : l'exploitation pétrolière au Gabon tendrait vers une stabilisation des volumes de production au deuxième trimestre 2021 suivant notamment le maintien des quotas de production édictés par l'OPEP. Les perspectives à court terme restent optimistes en raison des démarrages des campagnes de forage initialement prévues.</p> <p>Guinée Equatoriale : prévision à la baisse malgré l'évolution positive attendue des cours mondiaux du baril du pétrole brut. Le Ministère des Mines et Hydrocarbures a anticipé une réduction de la production du pétrole, après les bons résultats enregistrés par la connexion des puits 6P de Noble Energy et SS4, des puits SS5 et Z17 de la société MEGI. Malgré cette situation, l'entrée en activité du géant américain Chevron qui a racheté Noble Energy aura un impact positif à moyen terme.</p> <p>Tchad : selon la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT), l'activité pétrolière se stabiliserait au deuxième trimestre 2021, en phase avec la même évolution que les cours mondiaux du pétrole. Cependant, l'approvisionnement en produits d'origine étrangère resterait difficile.</p>

B.2 Gaz	+	+	↗	<p>L'activité gazière dans la Sous-région devrait progresser favorablement, avec des perspectives encourageantes en Guinée Equatoriale, boostées par la mise en service du pipeline d'exportation du gaz d'Alen vers le complexe pétrolier ALBA. Par ailleurs, à court terme, les opérateurs sont relativement optimistes au Gabon.</p> <p>Gabon : l'activité gazière exercée par Assala Gabon et Perenco devrait vraisemblablement demeurer stable. Cependant, les perspectives à court terme sont assez optimistes au regard des investissements prévus par Pérenco pour l'augmentation de sa production.</p> <p>Guinée Equatoriale : perspectives encourageantes après la mise en service du pipeline d'exportation du gaz d'Alen vers le complexe pétrolier ALBA. Avec ce projet, le volume additionnel du gaz attendu du champ Alen oscillerait entre 200 et 300 millions de pieds cubes/jour au T2. Le premier gaz est arrivé aux installations du champ Alba situé à Punta Europa le 17 février 2021. Cette embellie serait aussi accompagnée par une augmentation des cours mondiaux de certains gaz tel que le méthanol, du fait de l'augmentation de la demande mondiale, combinée avec l'existence de certaines usines de gaz hors services à l'international.</p>
B.3 Extraction de diamants	+	+	↗	<p>Centrafrique : les indicateurs (production et exportation) devraient évoluer à la hausse au deuxième trimestre 2021, en rapport avec le retour de la sécurité dans certaines zones de production (Boda, Yalokè, Carnot, Gaga...) et la vigueur de la demande provenant des pays partenaires (Inde et Dubaï).</p>
B.3 Autres activités minières	+	+	↗	<p>Le niveau des investissements ainsi que les cours mondiaux devraient stimuler l'activité dans la filière manganèse au Gabon, tandis que le retard pris par la signature de nouveaux contrats miniers devrait maintenir la branche stable en Guinée Equatoriale.</p> <p>Gabon : une évolution positive de l'activité en raison des investissements effectués par le principal opérateur de la filière d'exploitation du manganèse et des cours favorables sur les marchés internationaux.</p> <p>Guinée Equatoriale : une prévision stable au deuxième trimestre, la situation resterait affectée par la crise sanitaire après les signatures de premiers contrats, pour lesquels aucune avancée majeure n'est attendue au cours de la période sous revue.</p>

C	ACTIVITÉS DE FABRICATION			
	C.1 Industrie de boissons	+	+	<p data-bbox="906 215 1538 479">L'activité s'annonce contrastée dans la Sous-Région, avec des perspectives favorables au Congo, au Gabon, en Guinée Equatoriale et en Centrafrique, profitant d'une amélioration des circuits d'approvisionnement et de nouveaux investissements, tandis que l'activité s'effondrerait au Tchad, en lien avec la fermeture de l'usine de Moundou.</p> <p data-bbox="906 517 1538 815">Centrafrique : hausse prévisible de la production et de la consommation au deuxième trimestre 2021, en relation avec la reprise de l'approvisionnement en intrants (notamment le malt) via le corridor Bangui-Douala et le regain de la demande intérieure suite à l'assouplissement de la mesure instaurant un couvre-feu dans la ville de Bangui. En effet, celui-ci a été ramené de 20h à 5h du matin au lieu de 18h à 5h précédemment.</p> <p data-bbox="906 853 1538 1184">Congo : les chefs d'entreprises projettent une hausse des activités brassicoles, au regard de la bonne évolution des commandes. Cette bonne évolution est anticipée en dépit de la fermeture de certains points de grande consommation, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19. Du côté des eaux minérales, les opérateurs anticipent une chute des activités, en raison de la baisse de la demande, notamment celle émanant des sociétés du secteur pétrolier.</p> <p data-bbox="906 1223 1538 1451">Gabon : une relative embellie de l'activité est projetée en lien avec le début de la période estivale et la reprise des événements festifs qui profiteraient d'un assouplissement des restrictions au deuxième trimestre. Le lancement de nouveaux produits par la principale brasserie augure des perspectives reluisantes à court terme.</p> <p data-bbox="906 1489 1538 1753">Guinée Equatoriale : la situation serait améliorée au T2, du fait de l'augmentation attendue de la vente des bières et boissons gazeuses suite au renforcement des activités de la brasserie Soequire de Malabo. Cette brasserie (filiale des brasseries du Cameroun CASTEL) bénéficie du durcissement des mesures d'importation des mêmes boissons en provenance de Douala-Cameroun.</p> <p data-bbox="906 1792 1538 2020">Tchad : La demande des produits des Brasseries du Tchad (BDT) s'effondrerait. Les difficultés d'approvisionnement en boissons gazeuses, conséquences directes de la fermeture de l'usine de Moundou, entraîneraient une diminution du chiffre d'affaires de la BDT. Les prix resteraient stables. Aucun recrutement ne serait envisagé.</p>

C.2 Huileries	=	+	↗	<p>Centrafrique : les activités productives réalisées par la société PALME D'OR devraient progresser au deuxième trimestre 2021 compte tenu du repli des tensions sécuritaires observées dans la zone de production située à « Lésé » durant les mois de janvier et février 2021. Toutefois, la destruction de 300 hectares de plantation de palmeraie de la société PALME D'OR par un feu de brousse au mois de janvier 2021 et le vol de certains matériels de production lors des évènements militaro-politiques survenus durant les deux premiers mois de l'année 2021 devraient peser sur les perspectives.</p>
C.3 Autres industries alimentaires	+	+	↗	<p>Cameroun : les activités du principal opérateur (SODEPA) de la branche industrie de viande et du poisson vont connaître une amélioration au deuxième trimestre 2021, en raison de la mise en place de nouvelles boucheries. Toutefois, le sous-secteur continue de faire face au manque de ressources financières pour la multiplication de points de ventes, ainsi qu'à la crise sanitaire du coronavirus.</p>
C.4 Industrie de minoterie	+	=	→	<p>Les performances de la branche seraient contrastées, avec une amélioration de l'offre d'intrants au Cameroun contrebalancée par des difficultés liées à la hausse des coûts de production au Gabon et, dans une moindre mesure, à la perturbation des circuits d'approvisionnement en Centrafrique.</p> <p>Cameroun : l'amélioration des conditions d'exécution des transferts a favorisé la reprise des importations (blé, autres intrants, etc...) et stimulé la production de farine, dont la vente s'inscrirait à la hausse en raison du carême musulman. Toutefois, l'arrivée de nouveaux acteurs dans la branche, dans un contexte encore marqué par l'autorisation de l'importation de farine de blé comme intrant industriel, entrainera une intensification de la concurrence et une réduction des parts de marché.</p> <p>Congo : projection stable des activités meunières, nonobstant la hausse des cours des matières premières. En effet, l'effet positif de l'entrée imminente des nouveaux meuniers sur le marché sera compensé par celui peu incitatif de la baisse des prix des produits de minoterie sur le marché intérieur.</p> <p>Centrafrique : baisse anticipée de la production et de la consommation de la farine de maïs au deuxième trimestre 2021 selon les responsables de la société Nouvelle Husaca. En effet, cette société éprouve des difficultés à s'approvisionner en maïs et à écouler sa production, à cause de l'instabilité de l'environnement sécuritaire dans le pays.</p> <p>Gabon : les résultats de ce sous-secteur s'inscrivent en baisse au premier trimestre. Ce repli devrait se poursuivre au deuxième trimestre en lien avec une augmentation de la matière première qui n'est suivie d'aucunes mesures d'accompagnement de l'Etat.</p>

C.5 Industrie sucrière	+	=	→	<p>La branche devrait connaître une stabilité, sous l'effet de la détente de la demande intérieure, en particulier celle provenant des industries brassicoles au Tchad et au Gabon.</p> <p>Centrafrique : une stabilité de l'activité devrait être observée au deuxième trimestre 2021 au niveau de la société Sucrière de Centrafrique (SUCAF), en relation avec le dynamisme de la demande locale.</p> <p>Congo : les opérateurs prévoient une hausse des activités de cette filière, dans le sillage du lancement de la campagne sucrière à partir du mois de mai, après quatre mois d'inactivité consacrés à l'entretien du matériel d'exploitation.</p> <p>Gabon : la production a été stable au premier trimestre et ce trend devrait être maintenu au deuxième trimestre. Cependant, les ventes devraient se contracter du fait de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et la fermeture des lieux de loisirs, principaux clients de la Sobraga.</p> <p>Tchad : au cours du deuxième trimestre de l'année 2021, la demande des produits de la Compagnie Sucrière du Tchad (CST) serait inférieure à celle du trimestre précédent. Le chiffre d'affaires évoluerait dans le même sens que la production et les ventes. Le nombre d'employés resterait figer. Les performances de la CST, au cours du trimestre à venir, dépendraient toujours du contrôle des frontières, afin de limiter les entrées frauduleuses de sucre au Tchad et d'éventuelles nouvelles dispositions de la loi de finances 2021, notamment sur les droits de douanes relatifs aux intrants agricoles.</p>
C.6 Industrie du tabac	=	+	↗	<p>La branche devrait s'orienter à la hausse en lien avec l'amélioration de la situation sécuritaire en RCA et l'augmentation de la demande au Congo.</p> <p>Centrafrique : l'activité devrait progresser au deuxième trimestre 2021. En effet, le repli des tensions sécuritaires observé depuis le mois de février 2021 devrait permettre à la Société Centrafricaine de Cigarette (SOCACIG) de mieux s'approvisionner en intrants et d'étendre ses activités dans les villes de provinces.</p> <p>Congo : hausse en perspective des activités de la filière tabac, consécutivement à l'augmentation de la consommation des ménages, dans un contexte de reprise progressive de l'économie nationale.</p>

	C.7 Industrie du bois	+	=	→	<p>Les perspectives s'annoncent contrastées dans la branche au deuxième trimestre 2021. La demande mondiale toujours fébrile devrait tempérer la dynamique favorable portée par le bond anticipé de la demande intérieure en Guinée Equatoriale et l'amélioration de la fluidité du corridor Douala-Bangui, dans un contexte de normalisation de la situation sécuritaire dans ce pays.</p> <p>Centrafrique : le niveau d'activité serait en hausse au deuxième trimestre, en liaison avec la réouverture du corridor Bangui-Douala, principal axe d'exportation des sciages du pays. Toutefois, la persistance de la seconde vague de la pandémie de la COVID-19 dans les pays partenaires (Europe) pourrait peser sur cette perspective.</p> <p>Congo : il est attendu au T2-21 une stabilité des activités des bois débités, en lien avec la bonne dynamique des ventes.</p> <p>Gabon : après un regain de croissance lors du premier trimestre, les performances devraient être en léger recul au deuxième trimestre, en liaison avec le ralentissement des unités de production de NKOK. L'appétit du marché chinois pour le bois gabonais maintiendrait la fermeté de la demande à court terme.</p> <p>Guinée Equatoriale : augmentation attendue de la production du bois transformé du fait : (i) de l'augmentation attendue de la demande locale pour faire face à la reconstruction des dégâts survenus lors de la destruction de plusieurs quartiers à Bata du fait des explosions du Camp Militaire de Nkoatoma et des quartiers adjacents, et (ii) de l'amélioration des prix de vente du bois de la Guinée Equatoriale. De ce fait, le Gouvernement a promulgué le décret n° 98/2020 du 10 novembre portant fixation du prix minimum de vente du bois local et à l'exportation au régime FOB et par espèce. La dernière actualisation des prix datait de 1995.</p>
	C.8 Métallurgie	-	-	↘	<p>La branche métallurgique devrait reculer du fait des problèmes de trésorerie rencontrés par les opérateurs en RCA et de la faiblesse des investissements pétroliers au Congo.</p> <p>Centrafrique : baisse prévisible du niveau d'activité au deuxième trimestre 2021, en relation avec les difficultés structurelles de trésorerie rencontrées par la société COLALU depuis quelques années.</p> <p>Congo : baisse projetée des activités, en lien avec le repli de la demande, notamment celle résultant des investissements des sociétés pétrolières.</p>
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ	=	=	→	<p>Centrafrique : la production de l'énergie électrique resterait stable au deuxième trimestre 2021.</p>

	ET AIR CONDITIONNÉ				<p>Néanmoins, les perspectives à court et moyen termes s'annoncent encourageantes, en relation avec la finalisation en 2021 des travaux de dédoublement de la capacité de la centrale hydroélectrique de Boali 2 sur financement de la BAD, l'entrée en exploitation en 2021 de la Centrale thermique de Bangui d'une capacité de 10 MW et la mise en œuvre des projets de construction des champs solaires de Danzi (25 MW) et Sakaï (15 MW).</p> <p>Congo : perspectives positives des activités de l'Energie Electrique (E2C) du Congo, justifiées par l'extension du réseau dans plusieurs villes du pays et la poursuite de l'opération pose des compteurs.</p> <p>Gabon : la production a été en baisse pendant le premier trimestre. Elle ne devrait pas croître au deuxième trimestre 2021 du fait de la fermeture des lieux de plaisirs et une baisse de la demande industrielle, occasionnée par le ralentissement de l'activité économique.</p> <p>Guinée Equatoriale : perspectives légèrement en hausse dans la production de l'électricité, suite à la poursuite de l'extension du réseau basse tension (BT) de la ville de Bata, de la réparation des circuits endommagés dans l'explosion du Champ Militaire de Nkoatoma et des quartiers adjacents ainsi que de la poursuite des travaux de construction du barrage de Sendje de 200 Mw sur financement de la BDEAC.</p> <p>Tchad : le nombre d'abonnés que compte la Société Nationale d'Electricité (SNE) poursuivrait sa tendance haussière au cours du trimestre à venir. Aucune variation des tarifs ne devrait survenir. Le chiffre d'affaires stagnerait car le recouvrement des factures impayées, auprès des abonnés, connaîtrait des retards.</p>
E	PRODUCTION, DISTRIBUTION ET TRAITEMENT D'EAU	+	+	↗	<p>Comparativement au trimestre précédent, l'activité devrait s'inscrire en hausse, en lien avec une pluviosité plus abondante, bien que la branche soit toujours contrainte par une offre insuffisante face à la demande toujours croissante dans l'ensemble des pays de la CEMAC.</p> <p>Centrafrique : les principaux indicateurs (production et chiffres d'affaire) de ce sous-secteur devraient évoluer à la hausse au cours du deuxième trimestre 2021, en relation avec l'arrivée de la saison pluvieuse, la dotation de la SODECA de neuf (9) électropompes par la Banque Mondiale, dans le cadre du Projet d'Amélioration des Services d'Eau et d'Electricité (PASEEL), et la reprise de l'approvisionnement en produits chimiques via le corridor Bangui-Douala.</p> <p>Congo : les perspectives sont optimistes en liaison avec l'augmentation du portefeuille client, dans le</p>

				<p>sillage des branchements promotionnels à travers tout le pays. Toutefois, la production connaîtrait des fluctuations en lien avec l'instabilité du courant électrique, les problèmes techniques sur les équipements, ainsi que l'abondance des précipitations.</p> <p>Gabon : les performances du sous-secteur sont restées stables au premier trimestre 2021. La mise en service de nouvelles stations telles que CIM GABON 2 devrait permettre d'accroître la production en vue de satisfaire la demande sans cesse croissante.</p> <p>Guinée Equatoriale : le réseau de distribution d'eau est limité dans les deux plus grandes villes du pays (Bata et Malabo). Le deuxième trimestre sera marqué par une augmentation de la distribution de l'eau en relation avec le début de la saison pluvieuse.</p> <p>Tchad : l'accroissement du nombre d'abonnés et du nombre de raccordements devrait se poursuivre. Les tarifs seraient maintenus.</p>
F	CONSTRUCTION	+	+	<p>↗</p> <p>L'activité devrait bien se tenir au deuxième trimestre 2021 dans l'ensemble des pays de la CEMAC, avec le lancement ou le redémarrage de plusieurs projets publics. En particulier, les travaux de reconstruction de la zone sinistrée par l'explosion survenue à Bata (Guinée Equatoriale) devraient sensiblement stimuler l'activité des BTP dans le pays au cours du prochain trimestre.</p> <p>Cameroun : la signature de nouveaux contrats de financement par les pouvoirs publics relancerait les activités des BTP, notamment les travaux de finition des chantiers de la CAN, des autoroutes Yaoundé/Nsimalen et Yaoundé/Douala, ainsi que le chantier du barrage de Nachtigal. Toutefois, les opérateurs relèvent que les appels d'offres publics sont en régression depuis janvier 2021, et le secteur privé soutiendrait en grande partie les activités de BTP au 2^{ème} trimestre 2021.</p> <p>Centrafrique : regain d'activité attendu au deuxième trimestre 2021, en relation avec la reprise des projets d'investissement suspendus, pour des raisons sécuritaires, au cours du premier trimestre.</p> <p>Congo : baisse en perspective en raison particulièrement du gel des investissements de l'Etat, dans un contexte de crise.</p> <p>Gabon : le premier trimestre a été marqué par des performances diverses et mitigées. Le démarrage des chantiers tels que la réhabilitation du Boulevard Triomphal et la livraison des voiries de Libreville devrait permettre au secteur d'observer une</p>

					<p>dynamique de croissance pendant le deuxième trimestre.</p> <p>Guinée Equatoriale : malgré une prévision budgétaire en baisse dans la construction, les perspectives pour le deuxième trimestre pourraient s'orienter à la hausse du fait du démarrage attendu des travaux de reconstruction du Camp Militaire de Nkoatoma et des quartiers adjacents, suite à l'explosion du 7 mars 2021. Le Gouvernement a adopté le décret n°25/2021 du 9 mars déclarant Bata zone catastrophique et activant les mesures d'urgences pour protéger les personnes affectées et réparer les dégâts causés par ces explosions.</p> <p>Tchad : dans ce sous-secteur, le Fonds d'Entretien Routier (FER) prévoit une hausse de son chiffre d'affaires ainsi que de son effectif. Les activités pourraient s'améliorer au deuxième trimestre 2021, grâce aux financements des travaux d'entretien courant des routes en terre, de celles revêtues par l'approche GENIS, ainsi que de la gestion du Service des routes bitumées. Selon la Société Nouvelle d'Etudes et de Réalisations (SNER), le démarrage des travaux de bitumage des routes prévues pour 2021 à N'Djamena serait imminent. A cela s'ajouterait, la construction du parking Présidentiel à l'aéroport d'Amdjarass.</p>
G	COMMERCE DE GROS ET DE DETAILS, RÉPARATION DE VÉHICULES				
	G.1 Activité de commerce et location de véhicules et de pièces détachées	=	=	→	<p>L'activité devrait demeurer globalement stable, dans un contexte de redémarrage poussif de la demande intérieure.</p> <p>Centrafrique : recul des ventes et des locations de véhicules neufs, du fait d'un ralentissement de la demande intérieure alimenté par l'attentisme des opérateurs économiques.</p> <p>Gabon : les performances atones du premier trimestre devraient se poursuivre au deuxième trimestre.</p> <p>Guinée Equatoriale : stabilité attendue dans le commerce et location des véhicules, en liaison avec une activité timide et le maintien des mesures restrictives de lutte contre le COVID-19.</p> <p>Tchad : la société CFAO MOTORS prévoit une stabilité de son volume d'activités au deuxième trimestre 2021. Toutefois, son chiffre d'affaires serait impacté négativement par les soucis avec la Douane.</p>
	G.2 Commerce de gros et de détail des biens d'investissement et d'équipement	-	=	→	<p>Dans un contexte économique empreint d'incertitudes, l'activité devrait demeurer assez atone.</p>

				<p>Centrafrique : stabilité des principaux indicateurs (chiffre d'affaires, demande et effectifs des employés) de ce sous-secteur, en lien avec la stagnation de la demande intérieure.</p> <p>Congo : chute prévue des activités de cette filière, consécutivement aux difficultés d'approvisionnement et à la baisse du pouvoir d'achat des acteurs économiques.</p> <p>Gabon : les performances du premier trimestre ont été atones. Le sous-secteur devrait afficher des résultats stables au deuxième trimestre. Toutefois, le démarrage du Plan d'Accélération de Transformation de l'Etat pourrait relancer sa croissance qui est tributaire des performances du segment BTP.</p> <p>Guinée Equatoriale : prévision à la baisse du fait de la mise en application de l'Instruction du Gouverneur de la BEAC N°007, article 20, relative à l'apurement des dossiers d'importation de biens et services prévu par la réglementation des changes. A compter du 15 mars 2021, toutes les sociétés importatrices des biens et services sont tenues de justifier les transferts précédents.</p>
	G.3 Commerce de gros et de détail des biens de consommation courante	=	-	<p>L'activité devrait connaître un repli dans la Sous-région, dans un contexte marqué par un fort degré d'incertitude quant à une reprise ferme dans la restauration, l'hôtellerie et les loisirs, résultant de la résurgence de la COVID-19.</p> <p>Centrafrique : stabilité de la demande et du chiffre d'affaires, en relation avec les incertitudes liées aux conditions sécuritaires sur le corridor Bangui-Douala, principale voie d'approvisionnement des entreprises commerciales du pays.</p> <p>Congo : baisse en perspective, consécutivement à la diminution du pouvoir d'achat des ménages, dans un environnement conjoncturel difficile.</p> <p>Gabon : la tendance baissière du premier trimestre par rapport à la fin de l'année 2020, devrait se poursuivre au deuxième trimestre 2021 au regard des incertitudes liées à la reprise d'activité des secteurs tels que les loisirs, la restauration et l'hôtellerie. Cette situation entraînerait un ralentissement de l'activité économique et une faiblesse du pouvoir d'achat des consommateurs.</p> <p>Guinée Equatoriale : prévision à la baisse du fait de la mise en application de l'Instruction du Gouverneur de la BEAC N°007, article 20, soumettant toutes les sociétés importatrices des biens et services à l'obligation de justifier les transferts précédents, à compter du 15 mars 2021.</p>

	<p style="text-align: center;">G.4 Commerce de produits pétroliers et de gaz domestique</p>	+	=	➔	<p>L'activité s'annonce contrastée dans la Sous-région, dans un contexte où les effets d'une résilience de la demande intérieure seraient entravés par un contexte sécuritaire global précaire et une recrudescence de la contrebande.</p> <p>Cameroun : la distribution des produits pétroliers resterait soutenue, mais la tendance pourrait s'inverser en faveur des produits de contrebande qui ne seraient pas suffisamment combattus.</p> <p>Centrafrique : stabilité de la demande et du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2021, en relation avec la perturbation des activités dans l'arrière-pays, à cause de la fragilité du climat sécuritaire.</p> <p>Congo : stabilité projetée des activités de cette branche, eu égard au rythme inchangé des enlèvements auprès de la Congolaise de Raffinage (CORAF) et de l'approvisionnement des stations-services. Pour le gaz, les opérateurs projettent une stabilité du volume des ventes de gaz butane au cours de la période sous revue, en lien avec la mollesse de la conjoncture.</p> <p>Gabon : les performances du sous-secteur ont été stables durant le premier trimestre. La reprise timide du secteur pétrolier grâce au démarrage des campagnes de forage et autres travaux en vue de la stabilisation de la production, devrait entraîner dans son sillage ce sous-secteur durant le deuxième trimestre. Quant à la production de gaz butane, elle devrait croître également en liaison avec l'augmentation de la demande intérieure.</p> <p>Guinée Equatoriale : malgré l'anticipation de la hausse des ventes des produits blancs du fait de l'entrée en activité de la société camerounaise TRADEX et de l'amélioration des conditions de stockage de la société mère du secteur, l'insécurité maritime causée par des constantes menaces des pirates pourrait compromettre cette anticipation. L'activité du Gaz domestique serait aussi en hausse du fait de la mise en service au mois de juin 2021 de la centrale à gaz d'AKOGA, susceptible d'alimenter toute la partie continentale du pays ainsi que les pays limitrophes.</p> <p>Tchad : il est prévu une baisse des activités de la branche au deuxième trimestre 2021, résultant d'une part, de la concurrence déloyale des vendeurs indépendants, et d'autre part, de la contrefaçon des marques des produits de TOTAL MARKETING. L'entreprise note l'absence d'une réglementation contraignante dans la branche. Celle-ci envisage, à court terme, l'achat de divers matériels et la rénovation de ses stations de services.</p>
--	--	---	---	---	--

	<p>G.5 Commerce de produits pharmaceutiques</p>	+	=	➔	<p>Le maintien des dépenses publiques et privées devrait assurer la stabilité de l'activité de la branche, dans un contexte de persistance de la crise sanitaire.</p> <p>Centrafrique : hausse du chiffre d'affaires et de la demande, en lien avec la recrudescence de la pandémie du COVID-19 tant au niveau international que national.</p> <p>Congo : hausse en perspective en liaison avec l'augmentation de la demande due aux effets conjugués de la météo et du confinement de la population dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie de la COVID-19.</p> <p>Gabon : la branche devrait rester stable au deuxième trimestre 2021 en liaison avec un marché peu dynamique. La persistance de la pandémie a changé le comportement des consommateurs qui préfèrent se tourner vers la médecine traditionnelle, au détriment de la médecine moderne.</p> <p>Guinée Equatoriale : stabilité attendue au deuxième trimestre après une hausse enregistrée au trimestre précédent, en relation avec la crise sanitaire de la COVID-19 et l'état d'urgence déclaré après les événements malheureux de l'explosion du Camp Militaire de Nkoatoma à Bata et des quartiers adjacents sur un rayon de 5 kilomètres.</p> <p>Tchad : les activités se stabiliseraient au deuxième trimestre 2021, en liaison avec l'évolution de la demande. Toutefois, l'approvisionnement en matière première d'origine étrangère resterait difficile.</p>
I	<p>HEBERGEMENT ET RESTAURATION</p>	=	-	↘	<p>L'activité hôtelière dans la zone, fortement touchée par la pandémie de la COVID-19, devrait demeurer précaire et en recul par rapport au premier trimestre 2021. La persistance d'une situation sanitaire préoccupante, couplée au regain d'intensité des mesures de distanciation sociale dans plusieurs pays de la Sous-Région seront les facteurs clés de cette dynamique.</p> <p>Cameroun : dans la région du Sud, les autorités restent optimistes quant à la reprise des activités touristiques, en dépit du retour de la pandémie et de l'insuffisance de la promotion du tourisme interne. Dans l'Extrême-Nord, l'activité serait négativement impactée au 2ème trimestre 2021 par l'insécurité, la crise sanitaire, ainsi que la déliquescence des infrastructures touristiques et routières.</p> <p>Centrafrique : les activités devraient connaître une régression, en lien avec le regain de la pandémie de la COVID-19 au plan international et les événements militaro-politiques survenus depuis le mois de décembre 2020 qui devraient ternir l'image du pays.</p>

				<p>Congo : chute prévue des activités du secteur hôtelier, qui continuerait de pâtir des dommages collatéraux des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la COVID-19. Les difficultés liées au recouvrement des créances en souffrance et le manque d'accompagnement de l'Etat, dans cette période de crise, pourraient accentuer les problèmes de cette filière.</p> <p>Gabon : le secteur hôtelier devrait être encore en baisse au deuxième trimestre 2021, l'activité resterait marquée par le ralentissement du trafic aérien et le durcissement des mesures barrières dans le cadre de la riposte contre la COVID-19. Les perspectives pourraient être revues à la hausse en cas d'assouplissement des mesures gouvernementales.</p> <p>Guinée Equatoriale : prévision à la baisse des activités du fait de la réduction des vols internationaux (actuellement pour chaque société, un vol par semaine), de la fermeture temporaire du centre abrité pour le test PCR pour les voyageurs à destination de Bata et de la fermeture des établissements touristiques tels que bars, piscines, etc.</p> <p>Tchad: les hôtels interrogés constateraient une régularité dans leurs taux de fréquentation et de leurs chiffres d'affaires, conséquemment à la levée d'une partie des restrictions imposées, afin d'endiguer la COVID-19. Les tarifs pratiqués resteraient inchangés, tout comme les effectifs. Les mouvements qu'induirait la campagne présidentielle à venir ne devraient pas se répercuter sur le chiffre d'affaires hôtelier.</p>
H	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE			
				<p>L'activité devrait repartir dans cette branche.</p> <p>Congo : augmentation attendue des activités du CFCO au T2-21, consécutivement à la hausse de la demande, dans un contexte d'amélioration de la qualité de services et d'une plus grande disponibilité des engins.</p> <p>Gabon : la bonne tenue du secteur minier permettrait à cette activité de maintenir ses bonnes performances au cours du deuxième trimestre, nonobstant le déraillement récent d'un train marchandise. Les perspectives sont revues à la hausse, en lien avec l'augmentation du financement du programme de remise à niveau du chemin de fer (PRN) de la Société d'exploitation du Transgabonais (Setrag) qui est passé de 207 milliards de FCFA à 333 milliards.</p>
	H.1 Transport ferroviaire	+	+	↗
	H.2 Transport routier	+	+	<p>L'activité devrait repartir à la hausse dans la Sous-région, en lien avec l'assouplissement des mesures de restriction dans certains pays et l'ouverture effective du corridor-Douala-Bangui, suite à l'amélioration des conditions sécuritaires, en dépit du regain de rigueur</p>

				<p>des restrictions gouvernementales face à la dégradation de la situation sanitaire dans d'autres pays.</p> <p>Centrafrique : reprise du trafic routier au deuxième trimestre 2021, en relation avec la baisse des tensions sécuritaires dans le pays, notamment sur le corridor Bangui-Beloko.</p> <p>Congo : stabilité en perspective en raison de l'intensification du transport terrestre des biens et des services, contrebalancée par les mesures de limitation du nombre de clients décidées par l'Etat, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19.</p> <p>Gabon : le récent communiqué du Conseil des Ministres faisant état de l'augmentation du parc automobile de la Société Nationale de Transport devrait maintenir les bonnes performances de ce sous-secteur. En outre, l'assouplissement des mesures de riposte face à la COVID-19, en particulier le couvre-feu, permettrait de retrouver un niveau d'activité appréciable.</p> <p>Guinée Equatoriale : perspectives moroses du fait de la persistance des mesures restrictives des citoyens, de l'interdiction des déplacements entre villes sans autorisation préalable du Comité de lutte contre la COVID-19, de l'exigence de présentation du test PCR payant dans tous les déplacements entre villes et de l'instauration du couvre-feu à partir de 19h00. Ainsi, les sociétés de transports routiers ont cessé leurs activités en attendant le retour à la normale.</p> <p>Tchad : les restrictions de déplacement imposées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et la baisse du pouvoir d'achat d'une frange de la population contribueraient à faire chuter légèrement le chiffre d'affaires. Les effectifs se rabattraient, afin de mieux absorber la conjoncture défavorable.</p>
	H.3 Transit	-	+	<p>↗</p> <p>Les perspectives tablent sur une reprise, eu égard à une hausse anticipée des importations et des exportations.</p> <p>Centrafrique : hausse attendue du niveau d'activité dans le sous-secteur au deuxième trimestre 2021, en lien avec la reprise des importations et des exportations.</p> <p>Congo : hausse prévue en relation avec la hausse projetée des volumes à l'import et à l'export.</p>
	H.4 Transport maritime et fluvial	=	-	<p>↘</p> <p>L'activité devrait reculer au cours du deuxième trimestre, en lien avec la faible navigabilité fluviale en Centrafrique et des perturbations au niveau de la prise en charge sanitaire des passagers en Guinée Equatoriale.</p> <p>Centrafrique : perspectives défavorables en lien avec la baisse du chiffre d'affaires sur la période sous revue, qui correspond à une période de faible navigabilité sur le fleuve Oubangui en raison de la saison sèche.</p>

				<p>Congo : hausse en perspective, en lien avec l'amélioration de la qualité des services et la consolidation des infrastructures.</p> <p>Guinée Equatoriale : perspectives en baisse en liaison avec la suspension de la réalisation des tests COVID-19 pour motif de déplacement à l'intérieur des villes ; prérequis nécessaire pour pouvoir voyager. Ainsi, suite aux divers problèmes enregistrés, le centre habilité pour la réalisation du test PCR aux passagers pour Bata a été fermé et par conséquent les voyages commerciaux des personnes par bateau sont suspendus jusqu'à nouvel ordre.</p>
				<p>Bien qu'en progression favorable par rapport au deuxième trimestre 2020, l'activité de transport aérien devrait se replier par rapport au premier trimestre 2021. En cause, la dégradation de la situation sanitaire dans la CEMAC et le reconfinement de certains pays étrangers qui sont des destinations desservies par les compagnies aériennes opérant dans la Sous-région.</p> <p>Centrafrique : regain d'activité au deuxième trimestre 2021, en liaison avec le début des vols de la compagnie Rwandair sur la ligne Bangui-Douala-Kigali.</p> <p>Congo : augmentation projetée des activités du secteur, en raison de la reprise des vols de la plupart des compagnies aériennes internationales, notamment Royal air Maroc et Afrijet Business Services.</p> <p>Gabon : le maintien des mesures de riposte contre la COVID-19 a accru la baisse d'activité au cours du premier trimestre. Cette tendance devrait se poursuivre au deuxième trimestre, au regard de l'évolution négative de l'ensemble des indicateurs, en raison du contexte sanitaire. Pour 2021, le trafic devrait être plus important qu'en 2020 mais de moitié moindre qu'avant crise sauf si la propagation du variant tasse ce rebond.</p> <p>Guinée Equatoriale : perspectives défavorable en liaison avec : (i) au niveau international, l'autorisation d'un vol commercial par semaine et par société et (ii) au niveau national, la suspension de la réalisation du test COVID-19 à l'hôpital pour les voyageurs locaux. Ainsi, suite aux divers problèmes enregistrés, le centre habilité pour la réalisation du test PCR aux passagers pour Bata a été fermé et par conséquent les voyages commerciaux des personnes par bateau ont été suspendus.</p> <p>Tchad : après une baisse des activités au premier trimestre 2021, suite à la fermeture de l'aéroport au début du trimestre pour limiter la propagation de la pandémie de la COVID-19, la demande de transport aérien s'intensifierait au deuxième trimestre 2021, après la levée de cette mesure. La demande et le chiffre d'affaires de la compagnie TCHADIA poursuivraient</p>
	H.5 Transport aérien	+	-	↓

					leur envol. Un effectif supplémentaire serait recruté en conséquence.
J	ACTIVITES D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICA- TION	-	=	→	<p>Branche figurant parmi les plus résilientes face à la pandémie de la COVID-19, l'activité devrait y demeurer stable pendant le deuxième trimestre 2021, avec une demande de services de téléphonie et surtout d'internet toujours robuste.</p> <p>Centrafrique : stabilité de l'activité en perspective dans le sous-secteur au deuxième trimestre 2021, en raison principalement de la vigueur de la demande intérieure, du maintien de la qualité du réseau ainsi que des actions en vue de la couverture de nouvelles villes de l'arrière-pays.</p> <p>Congo : hausse en perspective au T2-21, en lien avec la saisonnalité.</p> <p>Guinée Equatoriale : prévisions à la hausse en liaison avec la persistance des mesures de restriction qui obligent les citoyens à augmenter leurs besoins en communication pour être en contact avec leurs familles et de la mise en place de la deuxième tranche de réduction des prix de communication des services internet en Guinée Equatoriale. Le Gouvernement à travers le décret 1/2019 avait décidé de la réduction des prix des services internet par an pendant trois années successives avec premier effet en mars 2020.</p> <p>Tchad : les activités de la téléphonie mobile (MOOV Africa) baisseraient au deuxième trimestre 2021, après une hausse observée au trimestre précédent de la même année, en liaison avec l'augmentation de la fiscalité spécifique au secteur des téléphonies en plus des taxes ordinaires. La demande des produits AIRTEL serait en hausse car les problèmes d'approvisionnement enregistrés récemment seraient résolus avec l'arrivée, plus fréquente, des vols cargos tant attendus. L'effectif, déjà réduit, se figerait tandis que le chiffre d'affaires augmenterait.</p>

K	<p style="text-align: center;">ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE</p>	=	=	➔	<p>Perspectives stables pour les banques et les assurances.</p> <p>Centrafrique : stabilité de l'activité financière au deuxième trimestre 2021, en relation avec des difficultés à trouver de nouvelles opportunités d'affaires étant donné le niveau élevé de l'insécurité politique, économique et judiciaire.</p> <p>Congo : perspectives stables, consécutivement au prolongement de l'attentisme au cours de la période postélectorale. Cette situation a un effet de freinage sur le crédit bancaire, en dépit du maintien des mesures d'assouplissement monétaire de la Banque Centrale. Du côté des assurances, les opérateurs prévoient une stabilité des activités dans cette branche comme reflet de la conjoncture économique difficile du pays qui limite les opportunités d'affaires.</p> <p>Gabon : l'activité financière et des assurances devrait rester stable pendant le deuxième trimestre. Le démarrage du Plan d'Accélération de la Transformation devrait permettre à cette branche de retrouver son niveau de croissance d'avant crise.</p> <p>Guinée Equatoriale : impact de la mise en application de l'Instruction du Gouverneur de la BEAC N°007, article 20, relative à l'apurement des dossiers d'importation de biens et services prévu par la réglementation des changes.</p>
---	--	---	---	---	--